

ROYAUME DE BELGIQUE.
-----KONINKRIJK BELGIE.
-----AVIS DU CONSEIL D'ETAT.
-----ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 23 septembre 1985, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant exécution du Règlement (C.E.E.) n° 56/83 du Conseil des Communautés européennes du 16 décembre 1982 concernant l'accord relatif aux services occasionnels internationaux de voyageurs par route effectués par autocars ou par autobus (ASOR)", a donné le 14 octobre 1985 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 23e september 1985 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende uitvoering van Verordening (E.E.G.) nr. 56/83 van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 16 december 1982 inzake de Overeenkomst betreffende internationaal ongeregeld personenvervoer over de weg met autobussen (ASOR)", heeft de 14e oktober 1985 het volgend advies gegeven :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

+

INTITULE.

L'intitulé devrait être rédigé comme suit :

"Arrêté royal portant exécution du Règlement (C.E.E.) n° 56/83 du Conseil des Communautés européennes du 16 décembre 1982 concernant l'exécution de l'accord relatif aux services occasionnels internationaux de voyageurs par route effectués par autocars ou par autobus (ASOR)".

.../...

PREAMBULE.

Le Traité visé à l'alinéa 2 ne constitue pas le fondement légal du projet et son visa n'est pas nécessaire à la compréhension de celui-ci. L'alinéa 2 doit, dès lors, être omis.

Il est d'usage de classer les dispositions visées au préambule en tenant compte de la hiérarchie des normes. A ce titre, l'alinéa 3 devrait figurer après l'alinéa 5 (devenant l'alinéa 3).

DISPOSITIF.Observations.

1. L'accord relatif aux services occasionnels internationaux de voyageurs par route effectués par autocars ou par autobus (ASOR) a fait l'objet du Règlement (C.E.E.) n° 56/83 du Conseil des Communautés européennes du 16 décembre 1982. Selon son intitulé, l'arrêté en projet exécute, à son tour, ce règlement C.E.E.

L'analyse des articles de l'arrêté en projet révèle que ce dernier exécute tantôt l'ASOR (ainsi en est-il de l'article 1er) tantôt le règlement (article 2). En ce qui concerne l'article 2, il serait plus exact d'affirmer qu'il exécute aussi l'ASOR : ainsi, au paragraphe 1er, les autorisations de transport "prévues par l'article 2 du Règlement (CEE) ..." sont, en réalité, prévues par l'article 5, § 3, de l'ASOR.

.../...

2. L'article 2, § 1er, et l'article 3 de l'arrêté en projet se réfèrent à l'autorisation de transport visée à l'article 5, § 3, de l'ASOR et à l'article 2 du règlement. Il est proposé de les rassembler en deux articles consécutifs.

3. La réclamation prévue à l'article 3 de l'arrêté en projet, qui deviendra l'article 6 du texte proposé ci-après, n'ayant pas d'effet suspensif, il paraît inutile de fixer un délai dans lequel elle doit être introduite.

4. Tel qu'il est rédigé, l'article 9 de l'arrêté en projet paraît dépourvu de toute portée. En effet, on ne voit pas comment le titulaire d'une autorisation de transport pourrait être condamné pour infraction au règlement C.E.E. alors que celui-ci ne contient qu'une seule disposition applicable à ladite autorisation (à savoir l'article 2) et que cette unique disposition porte que l'autorisation à laquelle peuvent être soumis certains services occasionnels, est délivrée par les autorités de l'Etat membre concerné.

Il ressort des explications fournies au Conseil d'Etat par les fonctionnaires délégués que l'hypothèse envisagée est celle d'une infraction aux dispositions de l'ASOR.

L'article 9 du projet, qui deviendra l'article 7 du texte proposé ci-après, doit, dès lors, être corrigé en ce sens.

Le texte suivant est proposé pour l'ensemble du dispositif :

"Article 1er.-

Au sens du présent arrêté :

- 1° l'Accord désigne l'accord relatif aux services occasionnels internationaux de voyageurs par route effectués par autocars ou par autobus (ASOR);
- 2° le Règlement désigne le règlement (C.E.E.) n° 56/83 du Conseil du 16 décembre 1982 concernant l'exécution de l'accord relatif aux services occasionnels internationaux de voyageurs par route effectués par autocars ou par autobus (ASOR).

Article 2 (article 1er du projet).-

Pour l'application de l'article 2, § 2, de l'article 4, § 4, des articles 6 et 10, de l'article 13, § 1er, et de l'article 14 de l'Accord, et pour l'application de l'article 1er du Règlement, l'autorité compétente est le Ministre des Communications ou son délégué.

Article 3 (article 2, § 2, du projet).-

Le Ministre des Communications ou son délégué agréé les organismes chargés de délivrer les documents qui sont visés à l'article 6 de l'Accord et aux articles 1er et 3 du Règlement.

.../...

Le Ministre des Communications fixe les conditions de l'agrément.

Article 4 (articles 5 et 6 du projet).-

§ 1er. Le carnet de feuilles de route visé à l'article 7 de l'Accord est valable pendant deux ans à partir de la date de sa délivrance.

§ 2. Le carnet de feuilles de route ainsi que les feuilles de route utilisées doivent être conservés au siège d'exploitation du transporteur pendant les trois années qui suivent celle pendant laquelle a lieu le dernier voyage inscrit.

Pendant le délai fixé à l'alinéa 1er, le carnet et les feuilles de route doivent pouvoir être présentés à toute réquisition des fonctionnaires et agents chargés du contrôle.

Article 5 (article 2, § 1er, du projet).-

Les services occasionnels visés à l'article 5, § 3, de l'Accord, et à l'article 2 du Règlement sont soumis à une autorisation de transport délivrée par le Ministre des Communications ou son délégué.

L'autorisation de transport doit se trouver à bord du véhicule pendant toute la durée du voyage pour lequel elle a été établie. Elle doit être présentée à toute réquisition des fonctionnaires et agents chargés de la recherche des infractions.

Article 6 (article 3 du projet).-

En cas de refus ou de retrait de l'autorisation de transport, l'intéressé est, à sa demande, entendu en personne ou par un mandataire porteur de pièces, par le Ministre des Communications ou son délégué, aux fins de faire valoir ses droits. Cette demande n'a pas d'effet suspensif.

Article 7 (article 9 du projet).-

Lorsque le titulaire d'une autorisation de transport visée à l'article 5 a été condamné par une décision judiciaire passée en force de chose jugée pour une infraction aux dispositions de l'Accord, le Ministre des Communications ou son délégué peut retirer temporairement ou définitivement ladite autorisation en appliquant les règles énoncées à l'article 22 de l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 relatif aux transports rémunérés de voyageurs par route effectués par autobus et autocars, et aux articles 19 et 20 du règlement déterminant les conditions générales relatives aux services publics d'autobus, aux services d'autobus temporaires, aux services spéciaux d'autobus et aux services d'autocars, annexé à l'arrêté du Régent du 20 septembre 1947.

L'alinéa 1er est applicable à la personne morale titulaire de l'autorisation de transport lorsque la personne chargée de sa gestion journalière a été condamnée dans les conditions visées audit alinéa.

Article 8.-

... (comme à l'article 4 du projet).

Article 9.-

... (comme à l'article 7 du projet, sauf à écrire, à l'alinéa 1er, "aux dispositions de l'Accord, ainsi qu'à celles du présent arrêté" au lieu de "aux dispositions de l'accord relatif aux services occasionnels internationaux de voyageurs par route effectués par autocars ou par autobus (ASOR) ainsi qu'à celles du présent arrêté").

Article 10.-

... (comme à l'article 8 du projet, mais en remplaçant la référence à l'article 7 par une référence à l'article 9).

Article 11.-

... (comme à l'article 10 du projet).

Article 12 (article 11 du projet).-

Notre Ministre des Communications est chargé de l'exécution du présent arrêté".

Rekening houdend met het ogenblik waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat de Regering wegens haar ontslag alleen nog bevoegd is voor het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

+

OPSCHRIFT.

Het opschrift zou als volgt moeten worden gesteld :

"Koninklijk besluit houdende uitvoering van Verordening (E.E.G) nr. 56/83 van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 16 december 1982 inzake de tenuitvoerlegging van de Overeenkomst betreffende internationaal ongeregeld personenvervoer over de weg met autobussen (ASOR)".

AANHEF.

Het Verdrag waarnaar in het tweede lid wordt verwezen, vormt niet de rechtsgrond van het ontwerp en het is niet noodzakelijk ernaar te verwijzen om het ontwerp te begrijpen. Het tweede lid moet derhalve vervallen.

Het is gebruikelijk dat de bepalingen waarnaar in de aanhef verwezen wordt, gerangschikt worden met inachtneming van de hiërarchie van de normen. Om die reden zou het derde lid na het vijfde lid (dat het derde lid wordt) moeten komen.

.../...

BEPALEND GEDEELTE.Opmerkingen.

1. De overeenkomst betreffende internationaal onge-regeld personenvervoer over de weg met autobussen (ASOR) is het voorwerp geweest van de Verordening (E.E.G.) nr. 56/83 van de Raad van de Europeses Gemeenschappen van 16 december 1982. Het ontworpen besluit geeft volgens zijn opschrift op zijn beurt uitvoering aan die E.E.G.-verordening.

Uit de ontleding van de artikelen van het ontworpen besluit blijkt dat dit zowel de ASOR uitvoert (dat is het ge-valvoor artikel 1) als de verordening (artikel 2). Wat arti-kel 2 betreft, zou het juister zijn te stellen dat het mede aan de ASOR uitvoering geeft : zo zijn in paragraaf 1 de vervoervergunningen "voorzien bij artikel 2 van de Verordening (E.E.G) ..." in werkelijkheid voorgeschreven bij artikel 5, § 3, van de ASOR.

2. Artikel 2, § 1, en artikel 3 van het ontworpen besluit verwijzen naar de in artikel 5, § 3, van de ASOR en in artikel 2 van de verordening bedoelde vervoervergunningen. Voorgesteld wordt ze in twee opeenvolgende artikelen samen te brengen.

3. Aangezien het bezwaar waarin artikel 3 van het ontworpen besluit voorziet, welk artikel artikel 6 wordt in de verderop voorgestelde tekst, geen schorsende kracht heeft, lijkt het nutteloos een termijn te bepalen waarbinnen het bezwaar moet worden ingediend.

4. Zoals artikel 9 van het ontworpen besluit geredigeerd is, lijkt het niet de minste betekenis te hebben. Het is immers niet duidelijk hoe de houder van een vervoervergunning veroordeeld zou kunnen worden wegens overtreding van de E.E.G- verordening terwijl deze slechts één bepaling bevat die op die vergunning toepasselijk is (namelijk artikel 2) en deze enige bepaling stelt dat de vergunning die voor een bepaald ongeregeld vervoer vereist kan worden, door de instanties van de betrokken Lid-Staat wordt afgegeven.

Uit door de gemachtigde ambtenaren aan de Raad van State verschaftte uitleg blijkt dat het geval waaraan is gedacht, dat is waarin de bepalingen van de ASOR worden overtreden.

Artikel 9 van het ontwerp, dat artikel 7 van de verderop voorgestelde tekst wordt, moet derhalve in die zin worden verbeterd.

+

De volgende tekst wordt voorgesteld voor het bepalend gedeelte als geheel :

"Artikel 1.-

In de zin van dit besluit :

1° wordt onder de Overeenkomst verstaan de overeenkomst betreffende internationaal ongeregeld personenvervoer over de weg met autobussen (ASOR);

.../...

2° wordt onder de Verordening verstaan de verordening (E.E.G) nr. 56/83 van de Raad van 16 december 1982 inzake de tenuitvoerlegging van de overeenkomst betreffende internationaal ongeregeld personenvervoer over de weg met autobussen (ASOR).

Artikel 2 (artikel 1 van het ontwerp).-

Voor de toepassing van artikel 2, § 2, artikel 4, § 4, de artikelen 6 en 10, artikel 13, § 1, en artikel 14 van de Overeenkomst alsook voor de toepassing van artikel 1 van de Verordening, is de bevoegde instantie de Minister van Verkeerswezen of zijn gemachtigde.

Artikel 3 (artikel 2, § 2, van het ontwerp).-

De Minister van Verkeerswezen of zijn gemachtigde erkent de instellingen die belast zijn met het afgeven van de documenten, bedoeld in artikel 6 van de Overeenkomst en in de artikelen 1 en 3 van de Verordening.

De Minister van Verkeerswezen stelt de erkenningsvoorwaarden vast.

Artikel 4 (artikelen 5 en 6 van het ontwerp).-

§ 1. Het in artikel 7 van de Overeenkomst bedoelde reisbladenboekje is twee jaar geldig vanaf de datum van afgifte ervan.

§ 2. Het reisbladenboekje alsook de gebruikte reisbladen moeten op de bedrijfszetel van de vervoerder worden bewaard gedurende drie jaar na het jaar waarin de laatste ingeschreven reis heeft plaatsgehad.

Gedurende de in het eerste lid bepaalde termijn moeten het boekje en de reisbladen op iedere vordering van de met de controle belaste ambtenaren en beamten kunnen worden voorgelegd.

Artikel 5 (artikel 2, § 1, van het ontwerp).-

Voor het in artikel 5, § 3, van de Overeenkomst en in artikel 2 van de Verordening bedoelde ongeregeld vervoer is een door de Minister van Verkeerswezen of door zijn gemachtigde afgegeven vervoervergunning vereist.

De vervoervergunning moet gedurende de gehele duur van de reis waarvoor zij is opgemaakt in het voertuig aanwezig zijn. Zij moet worden voorgelegd op iedere vordering van de ambtenaren en beamten die met het opsporen van de overtredingen belast zijn.

Artikel 6 (artikel 3 van het ontwerp).-

Bij weigering of intrekking van de vervoervergunning wordt de betrokkene op zijn verzoek, in persoon of bij monde van een gevolmachtigde, houder van de stukken, met het oog op het doen gelden van zijn rechten gehoord door de Minister van Verkeerswezen of diens gemachtigde. Dat verzoek heeft geen schorsende kracht.

Artikel 7 (artikel 9 van het ontwerp).-

Wanneer de houder van een in artikel 5 bedoelde vervoervergunning door een in kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissing veroordeeld is wegens overtreding van

de bepalingen van de Overeenkomst, kan de Minister van Verkeerswezen of zijn gemachtigde die vergunning tijdelijk of definitief intrekken met toepassing van de regels die gesteld zijn in artikel 22 van de besluitwet van 30 december 1946 betreffende het bezoldigd vervoer van personen over de weg met autobussen en met autocars, en in de artikelen 19 en 20 van het reglement houdende algemene voorwaarden betreffende de openbare autobusdiensten, de tijdelijke autobusdiensten, de bijzondere autobusdiensten en de autocardiensten, gevoegd bij het besluit van de Regent van 20 september 1947.

Het eerste lid is toepasselijk op de rechtspersoon die houder is van de vervoervergunning wanneer de persoon die met het dagelijks bestuur van de rechtspersoon belast is, is veroordeeld in de omstandigheden bedoeld in dat lid.

Artikel 8.-

...(zoals in artikel 4 van het ontwerp, maar men schrijve "gemachtigde" in plaats van "afgevaardigde").

Artikel 9.-

...(zoals in artikel 7 van het ontwerp, met dien verstande dat in het eerste lid geschreven zou moeten worden "van de bepalingen van de Overeenkomst en van die van dit besluit" in plaats van "van de bepalingen van de Overeenkomst betreffende internationaal ongeregeld personenvervoer over de weg met autobussen (ASOR) en van de bepalingen van dit besluit", en in het tweede lid "Rijk" in plaats van "Koninkrijk").

Artikel 10.-

... (zoals in artikel 8 van het ontwerp, maar met dien verstande dat de verwijzing naar artikel 7 vervangen

zou moeten worden door een verwijzing naar artikel 9, en dat "ambtenaren" zou moeten worden geschreven in plaats van "ambtenaars".

Artikel 11.-

... (zoals in artikel 10 van het ontwerp).

Artikel 12. (artikel 11 van het ontwerp).-

Onze Minister van Verkeerswezen is belast met de uitvoering van dit besluit".

La chambre était composée de

Messieurs : J. LIGOT,
de Heren :

A. VANWELKENHUYZEN,
P. FINCOEUR,

C. DESCHAMPS,

J. DE GAVRE,

Madame : M. VAN GERREWEY,
Mevrouw :

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. A. VANWELKENHUYZEN.

Le rapport a été présenté par M. M. HANOTIAU, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

greffier,
griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. A. VANWELKENHUYZEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. HANOTIAU, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY.

J. LIGOT.